

Charles de Gaulle, Discours et messages

Légende: Le 5 septembre 1960, le président de Gaulle donne, au Palais de l'Élysée, une conférence de presse au cours de laquelle il exprime son opinion sur la réforme de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et sur le rôle que la France peut y jouer.

Source: GAULLE, Charles de. Discours et messages. Volume III: Avec le renouveau (1958-1962). Paris: Plon, 1970. 443 p. ISBN 2-259-02264-2.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/charles_de_gaulle_discours_et_messages-fr-42bf871e-c393-466c-bae8-5ca1387a51a0.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Charles de Gaulle, Discours et messages

[...]

Q. – *Mon Général, depuis le mémorandum de 1958, certaines critiques concernant l'attitude de la France au sein de l'O.T.A.N. jouent aussi un rôle dans la discussion européenne. Pourriez-vous nous donner quelques lumières sur votre conception, quant à la collaboration au sein de l'O.T.A.N. dont vous avez demandé une réforme ?*

R. – Il y a plus de dix ans qu'on a organisé l'Alliance Atlantique comme elle l'est actuellement. A cette époque-là, je rappelle que la question brûlante, la question immédiate, c'était seulement la sécurité de l'Europe. Alors, on a fait une alliance limitée à l'Europe et dans une zone d'action très étroite. Et puis, à la même époque, il se trouvait que les États-Unis avaient seuls les moyens de la défense et que les États de l'Europe Occidentale, de l'Europe Continentale tout au moins, se trouvaient dans une situation politique, économique et sociale dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle était incertaine. Ces États, d'ailleurs, remettaient à beaucoup plus tard la renaissance de leur personnalité dans l'ordre international, si même ils n'y renonçaient pas. Alors, on a fait l'alliance sur la base de l'intégration, c'est-à-dire d'un système où la défense de chacun des pays de l'Europe continentale, de l'Europe occidentale mis à part l'Angleterre, n'a pas le caractère national, où, en fait, tout est commandé par les Américains et où ce sont les Américains qui disposent de l'utilisation des armes principales, c'est-à-dire des armes atomiques.

Mais, depuis dix ans, il y a beaucoup de changement. D'abord, on a vu que des possibilités de conflit, et par conséquent d'opérations militaires, s'étendaient au-delà de l'Europe, s'étendaient au monde entier. Qu'en particulier, le Moyen-Orient, l'Afrique, étaient des terres au moins aussi chaudes que l'Europe et, qu'à leur sujet, il y avait, entre les principaux participants de l'Alliance Atlantique, des divergences politiques qui pourraient, le cas échéant, tourner en discordances stratégiques. Et puis aussi, les pays de l'Europe continentale, en particulier la France, nous pouvons le dire, ont repris leur équilibre et leur essor et, par conséquent, à mesure que cela s'est fait, ils ont repris conscience d'eux-mêmes, en particulier pour ce qui concerne leur défense. Enfin, l'un d'entre eux, vous savez lequel, a commencé à se constituer un armement atomique. Alors, dans ces conditions, la France considère que ce qui avait été fait il y a dix ans dans cette zone étroite et sur la base de l'intégration, doit être mis à la page. Je ne citerai naturellement que les points qui intéressent directement la France. Quant aux autres pays, si l'on fait un jour une confrontation générale, eh bien ! ils parleront pour eux-mêmes.

En ce qui concerne la France, il y a deux points, tout au moins sur lesquels le traité doit être révisé. Du reste, vous savez que le traité de l'Alliance Atlantique Nord a été fait en spécifiant, dans son propre texte, qu'il pourrait être révisé après dix ans, et les dix ans sont écoulés.

Quels sont les deux points essentiels pour la France ? Le premier, je vous l'ai indiqué, c'est la limitation de l'Alliance à la seule zone de l'Europe. Nous considérons que, tout au moins entre les puissances mondiales de l'Ouest, il faudrait qu'il y eût quelque chose d'organisé, au point de vue de l'Alliance, quant à leur comportement politique et éventuellement stratégique ailleurs qu'en Europe. Particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique, où ces trois puissances-là sont continuellement impliquées. Du reste, s'il n'y a pas d'accord entre les principaux participants de l'Alliance Atlantique sur d'autres sujets que l'Europe, comment pourra-t-on indéfiniment maintenir l'Alliance en Europe ? Il faut y remédier.

Le second point sur lequel la France pense qu'il faut apporter un changement, c'est celui de l'intégration à propos de la défense de l'Europe. Il nous paraît que la défense d'un pays, tout en étant combinée, bien entendu, avec celle d'autres pays, doit avoir un caractère national. Comment, en effet, un gouvernement, un parlement, un peuple, à la longue, pourraient-ils apporter de toute leur âme, en temps de paix leurs dépenses et leurs services et, en temps de guerre, leurs sacrifices à un système où leur propre défense ne relèverait pas de leur propre responsabilité ? C'est pourquoi, une mise au point, une réanimation, de l'Alliance, à ce point de vue-là aussi, nous paraît indispensable. Nous avons pris d'ailleurs quelques mesures en ce sens, vous le savez. C'est ainsi, par exemple, que, maintenant, la France a à sa disposition directe sa flotte. En effet, qu'est-ce que la flotte ? C'est un moyen d'action lointaine. Et comment imaginer que la France laisse ce

moyen d'action lointaine à la discrétion d'une organisation exclusivement européenne et qui n'a rien à voir avec l'Afrique, alors qu'elle-même, par ses intérêts et ses responsabilités, est continuellement impliquée en Afrique ?

D'autre part, la France juge que, si l'on entrepose des armes atomiques sur son territoire, ces armes doivent être entre ses mains. Étant donné la nature de ces armements-là et les conséquences que leur emploi peut avoir, la France ne peut évidemment pas laisser son propre destin et même sa propre vie à la discrétion des autres.

Voilà ce que la France entend par la réforme de cette organisation atlantique, tout en répétant qu'il ne s'agit absolument pas, de se séparer les uns des autres, car jamais l'Alliance Atlantique n'a correspondu à un besoin aussi profond.

[...]